

Activités présidentielles

Mohamed Moussa échange avec Ali Bongo Ondimba

O. N.
Libreville/Gabon

Introduit par la ministre des Transports, Estelle Ondo, le nouveau directeur général de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar (Asecna), a été reçu en audience par le chef de l'Etat, hier.



Photo : P.P/Prince Jackson

Poignée de main entre le chef de l'Etat et le directeur général de l'Asecna.

LE nouveau directeur général de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar (Asecna), le Nigérien Mohamed Moussa, était l'hôte du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, hier. La rencontre entre les deux hommes, et à laquelle a assisté la ministre des Transports, Estelle Ondo, a eu lieu au palais de la prési-

dence de la République. Plusieurs membres du cabinet présidentiel étaient également présents, notamment Joël Ogouma (directeur de cabinet adjoint 1) et Jean-Yves Teale (conseiller diplomatique). Le responsable de l'Asecna,

organisme panafricain créé il y a 60 ans aujourd'hui et qui regroupe 18 pays du continent, dont le Gabon, est venu faire au numéro un gabonais, un tour d'horizon des réformes entreprises par l'Agence depuis son arrivée. Lesquelles s'inscrivent dans



Photo : P.P/Prince Jackson

Le président Ali Bongo Ondimba a également reçu le président de la Cour de Cassation, Jean-Jacques Oyono.

la ligne droite des recommandations de l'audit comptable et financier décidé par les Etats membres. D'une manière générale, ces réformes visent essentiellement à adapter l'Asecna à l'évolution du secteur aérien afin de la porter au niveau des agences

pour la sécurité de la navigation aérienne de renommée mondiale. Elles prennent également en compte la gestion, les ressources humaines, etc. Sur un tout autre domaine, le directeur général de l'Asecna a également évoqué le dos-

sier du statut de l'Agence au sein de l'Union africaine... Soulignons que Mohamed Moussa, ex-ministre nigérien de l'Intérieur et des Transports, ingénieur en navigation aérienne et ancien cadre de l'Asecna, a été élu en novembre 2017 pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois. Il succède ainsi au Malien Amadou Ousmane Guittèye qui était en fonction depuis janvier 2011. Le nouveau dirigeant de l'Asecna arrive à la tête de ladite Agence au moment où l'aviation civile internationale est à l'heure des grands défis. A noter en outre que, dans la même journée, le numéro un gabonais a reçu le président de la Cour de cassation, M. Jean-Jacques Oyono.

Opposition/Législatives 2018

Casimir Oye Mba : "La CNR gagnerait à y participer"

SM (source: Gabonreview)
Libreville/Gabon

Telle est la position "personnelle" du vice-président de l'Union nationale (UN), qui s'est dit convaincu de la nécessité de l'opposition proche de Jean Ping de participer aux prochaines échéances électorales.

LE vice-président de l'Union nationale (UN), Casimir Oye Mba, s'est prononcé au sujet de la participation ou non, des partis politiques de l'opposition dite "radicale", aux prochaines élections législatives au Gabon. C'était mercredi dernier, lors d'un

entretien télévisé sur la chaîne publique, Gabon 24. L'ancien Premier ministre d'Omar Bongo Ondimba s'est dit convaincu de la nécessité de l'opposition proche de Jean Ping, leader de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) de participer à cette prochaine échéance électorale dans notre pays. Il s'agit-là, d'un avis personnel. Lequel, précise-t-il, n'engage ni sa formation politique, ni la Coalition à laquelle celle-ci appartient. Cependant, l'homme justifie sa position par le caractère "nécessaire", pour lui et ses pairs, de corriger les "erreurs" du passé en participant à ce qu'il a appelé, "la mise en place du

deuxième pôle de l'architecture institutionnelle gabonaise": le pouvoir législatif. Par "erreurs", le natif de Ntoum entend ici, le choix fait en 2011, par l'opposition qui avait décidé de ne pas prendre part au scrutin législatif, tout en invitant les compatriotes au boycott du vote. Toute chose que le vice-président de l'UN a semblé regretter mercredi soir. «Avec du recul, je me dis que nous avons fait une erreur», a-t-il admis, avant de croire que l'opposition aurait pu faire un score plus honorable lors de cette élection. Par ailleurs, Oye Mba qui dit également redouter le dispositif électoral actuel, pense que les partis poli-

tiques du même bord que lui devraient aborder cette échéance de façon concertée et non en rangs dispersés. Disons simplement que cette position du président de l'UN rejoint, aujourd'hui, celle de bien d'autres leaders des partis membres de la Coalition

pour la Nouvelle République (CNR) qui se sont prononcés plus tôt sur la question. Entre autres, "Les Démocrates" et le Rassemblement "Héritage et Modernité". Contrairement à d'autres qui s'y sont clairement opposés, à l'instar de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere).

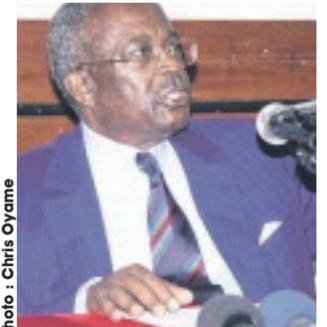


Photo : Chris Oyamé

Le vice-président de l'UN, Casimir Oye Mba, parlant pour les prochaines Législatives.

Opposition/Rassemblement Héritage et Modernité

Barro Chambrier appelle à plus d'adhésions

C. O.
Libreville/Gabon

AU cours de la cérémonie de présentation des vœux organisée par les militants de sa formation politique à son endroit, le président du Rassemblement "Héritage et Modernité" (RHM), Alexandre Barro Chambrier, a appelé à plus d'adhésions à son parti. Une nécessité qui, selon lui, cadre avec l'ambition de sa structure politique, de "prendre le pouvoir". Cette manifestation était, pour les militantes de RHM, réunies au sein du "Mouvement des femmes modernistes" (MFM), l'occasion de réaffirmer leur soutien à l'ancien député PDG du 4e arrondissement de Libreville. Au nom des femmes, la déléguée Flore Abessolo a félicité les hiérarques du RHM pour la légalisation de leur parti. "Nous apprécions à leurs justes valeurs, ont-elles dit, votre courage et votre déter-



Photo : Chris Oyamé

Le président du RHM, Alexandre Barro Chambrier, lors de son intervention.

mination, à porter haut les couleurs du RHM". Une nouvelle avancée pour le parti qui, à en croire l'oratrice, leur permettra de mieux appréhender la nouvelle orientation politique dictée par le directoire. Cela, poursuivra-t-elle, "à travers la démocratie, la justice et le progrès". Toutefois, les femmes du Rassemblement "Héritage et Modernité" ont évoqué un certain nombre de questions, qu'elles considèrent comme des facteurs de démobilité. Elles ont énuméré, entre autres, "la situation politique

actuelle, l'achat des consciences, le manque de formation et de cadre d'adhésion et l'absence régulière des femmes sur le terrain." En réponse, le président Alexandre Barro Chambrier s'est réjoui de ce que le soutien des femmes du RHM reste le même. S'agissant de la crise économique, il a affirmé qu'elle résulte de "l'incapacité des gouvernants actuels". Et d'ajouter: "cette crise fait souffrir les femmes, car se sont des mères. Elles ont des difficultés à nourrir et à scolariser leurs enfants (...).

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

DIRECTION DES REGIMES SPECIFIQUES

BP : 37/45 - LIBREVILLE
Tél : 01.79.53.76 - 01.79.53.77

N° 0001 /MEPPDD/SG/DGI/DRS

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les contribuables bénéficiant d'avantages fiscaux de toute nature (exonération, dispense, abattement, réduction d'impôt etc.), sont invités à se présenter à partir du 06 février 2018 à la Direction des Régimes Spécifiques sise à l'Avenue de Cointet, 4^{ème} étage de l'immeuble Orchidia, en vue de constater la réalisation par eux de l'investissement constituant la contrepartie des mesures fiscales dérogatoires qui leur ont été consenties.

Fait à Libreville, le 31 JAN, 2018

Le Directeur Général des Impôts

François Auguste AKOMEZOGHO